



PREFETE DU TARN

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale du Tarn
Service départemental jeunesse, engagement et sports
16 boulevard Georges Clémenceau BP20425
81108 Castres Cedex
tél: 05.63.45.62.06 (sauf mercredi)

Le numéro W811010077
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W811010077

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **25 juin 2021**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE CIVFR

dont le siège social est situé : 76 route de Rosies
81150 Lagrave

Décision prise le : **24 juin 2021**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Statuts
Procès-verbal

Castres, le 28 juin 2021

Pour la préfète, par délégation

Léna CLEMENT

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.